

Vénézuela : face aux offensives de la droite, la solidarité internationale est nécessaire

L'Amérique Latine est un espace où la résistance au néolibéralisme est particulièrement dynamique et remporte des succès depuis une quinzaine d'années.

Mais même dans les pays dirigés par des gouvernements qui reçoivent l'appui des classes populaires, les oligarchies continuent à dominer, notamment sur le plan économique et médiatique.

Les forces réactionnaires sont à l'offensive et ont recours à des coups d'État d'un nouveau type.

Une nouvelle tentative est en cours actuellement au Venezuela, où des manifestations violentes sont menées par un courant putschiste de l'opposition de droite et les secteurs les plus fortunés qui cherchent à instaurer le chaos et à déstabiliser le gouvernement légitime. L'oligarchie vénézuélienne, soutenue par le gouvernement des Etats Unis, est prête à tout pour défendre ses privilèges. Elle n'a jamais accepté le gouvernement bolivarien qui a remporté toutes les élections depuis 1998, qui a donné des droits aux plus démunis, réduit les inégalités et restitué à la nation la maîtrise de secteurs clés de l'économie. Elle organise le sabotage économique, la pénurie et la spéculation et est en grande partie responsable des difficultés réelles dont souffre le pays. Les attaques récentes contre des centres sociaux et médicaux, des bâtiments et des transports publics ont fait une vingtaine de morts et de nombreux blessés essentiellement dans le camp bolivarien. Or, la majorité des médias privés nationaux et internationaux, manipule l'information, en attribuant au gouvernement la responsabilité des violences et en cachant les motifs réels des manifestants. L'UNASUR, le MERCOSUR, le CARICOM, l'ALBA et la CELAC, organismes qui regroupent tous les pays d'Amérique Latine, ainsi que le Mouvement des Pays Non-Alignés, ont condamné la violence des groupes factieux et l'ingérence étrangère. Ils ont manifesté leur appui à la démocratie vénézuélienne. La France et l'Union Européenne doivent également s'exprimer en faveur du respect de la légitimité du gouvernement du Venezuela.

Cathy Ferré et Stéphane Rio, Aix-Marseille